

# ■ Archives Louis Saillant (1934-1974)

424 CFD

**Institut CGT d'histoire sociale  
Archives confédérales**

**Fonds personnel  
Louis Saillant**

**1934-1974**

**424 CFD 1-66**

Répertoire numérique détaillé réalisé par Corentin Lahu, archiviste, pendant le remplacement d'Aurélie Mazet, responsable des archives confédérales à l'IHS CGT

Montreuil  
2016

## Identification synthétique

<b>Intitulé :</b>	Fonds d'archives Louis Saillant.
<b>Producteur :</b>	Saillant Louis.
<b>Dates extrêmes :</b>	1934-1974.
<b>Thématique (s) :</b>	<b>Histoire ; Seconde guerre mondiale ; Conseil National de la Résistance (CNR) ; Résistance ; international ; Fédération syndicale mondiale (FSM).</b>
<b>Cote :</b>	424 CFD.
<b>Importance matérielle :</b>	5 boîtes.
<b>Niveau de description :</b>	Au dossier.
<b>Lieu de conservation :</b>	IHS CGT, Montreuil (93).
<b>Conditions d'accès :</b>	<p><b>25 ans</b> à compter de la date de création du document ou du document le plus récent dans le dossier.</p> <p><b>50 ans</b> après leur clôture les dossiers contenant des données nominatives portant atteinte à la protection de la vie privée.</p> <p>Sur demande motivée, dérogation possible pour consulter le(s) document(s) dont le délai de communicabilité n'est pas atteint.</p>
<b>Conditions de reproduction :</b>	Demande auprès de l'archiviste.

## INTRODUCTION

Ce répertoire numérique décrit le fonds de Louis Saillant, dirigeant de la CGT, représentant de la CGT au Conseil National de la Résistance puis premier secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale de 1945 à 1968. Couvrant une large période 1934-1974, ce fonds est composé de 66 articles, répartis en 5 boîtes d'archives.

## PRESENTATIONS DU FONDS

Ce fonds rassemble des documents relatifs à l'activité de Louis Saillant principalement durant la Seconde Guerre mondiale et dans l'après-guerre, en lien avec ses responsabilités au sein du CNR, de la CGT, de la FSM et du Conseil mondial de la paix. Il est constitué de correspondance envoyée et reçue dans le cadre de ces activités, de procès-verbaux, de résolutions, de textes officiels, et une large documentation réunie par Louis Saillant : brochures, tracts, déclarations, articles, coupures de presse et journaux.

Le premier article contient des éléments biographiques. Les articles 2 à 17 sont relatifs à la période de la Seconde Guerre mondiale et de l'Occupation et concernent les instances de la CGT, le CNR, le Comité d'étude économique et syndical et de la documentation vichyste. Les articles 18 à 21 regroupent des archives et de la documentation produite à la Libération et dans l'immédiat après-guerre. De nombreux dossiers (articles 22 à 47) sont liés à l'activité de Louis Saillant autour de l'histoire et de la mémoire de la Résistance et du CNR. Les articles 48 à 64 permettent de retracer les autres activités de Louis Saillant en tant qu'acteur du combat pour la paix (48-50), ses responsabilités internationales, notamment à la tête de la FSM (51-54), ses liens avec diverses organisations de la CGT (55-61) et ses relations avec d'autres organisations nationales (62-63). Enfin, ce fonds contient des archives personnelles de Louis Saillant (articles 65-66).

Anciennement coté 38 CFD, ce fonds a été reclassé en 2016. Sa description pièce à pièce est permet de faire des recherches précises.

## NOTICE BIOGRAPHIQUE<sup>1</sup>

SAILLANT Louis, André, né le 27 novembre 1910 à Valence (Drôme) ; mort le 28 octobre 1974 à Paris (XVIII<sup>e</sup> arr.) ; ouvrier sculpteur sur bois ; secrétaire de l'UD-CGT de la Drôme-Ardèche (1931-1939) ; secrétaire de la Fédération nationale CGT des travailleurs de l'industrie du Bois (1937-1939), puis des industries du Bâtiment et du Bois (1940-1944) ; membre de la CA (1938-1940) et du Bureau confédéral de la CGT (1940-1948 ; 1969-1974) ; président du Conseil national de la Résistance ; secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale (1945-1968) ; président d'honneur du Conseil mondial de la Paix.

Louis Saillant, fils d'André (1883-1935) et de Marie Francillon, se forma et vécut dans un milieu de militants ouvriers et révolutionnaires qui le marqua profondément. Son père, ouvrier cordonnier, membre de la section SFIO de Valence, avait été premier secrétaire de l'Union des syndicats ouvriers de Drôme-Ardèche jusqu'à la scission de la CGT, en 1921, puis avait pris la tête de l'UD ralliée à la CGTU, avant de revenir en 1924 à l'UD-CGT, pour en être le secrétaire adjoint, comme lui-même devait l'être quelques années plus tard. Louis Saillant en hérita clairement la passion du syndicalisme, la foi socialiste et l'aptitude à composer avec les communistes. Il reconnut plus tard avoir subi aussi l'influence de Pierre Semard, sous-chef de gare à Valence, et l'un des leaders de la CGTU et du Parti communiste. Ce fut d'ailleurs en compagnie des enfants Semard qu'il fit l'apprentissage de l'action militante alors qu'il n'avait pas encore dix ans, lors des grèves de 1920, en prenant part avec eux à la chorale enfantine constituée par un groupe artistique ouvrier, le « Lys rouge valentinois ». Il choisit également la seconde de ses trois femmes, Jeanne (ou Jeanine), qu'il épousa en 1938 et dont il divorça en 1948, dans un milieu ouvrier très militant. Elle était la fille d'Henri Fritsch, un menuisier du Perreux (Seine) sympathisant puis adhérent du PCF, et militait à l'Union des Jeunes filles de France en 1937 et 1938, avant de siéger au bureau directeur de l'Union des femmes françaises, à partir de 1945.

Apprenti sculpteur sur bois, il se tourna très tôt vers l'action syndicale dans la CGT. Il adhéra en août 1926 au syndicat de l'Ameublement de Valence, qui le désigna en 1929 comme son secrétaire. À ce titre, il devint membre de la commission exécutive, la même année, puis secrétaire adjoint, en 1931, et enfin secrétaire permanent, en juillet 1933, de l'Union CGT des syndicats Drôme-Ardèche. Son rôle à la direction de l'UD explique qu'il ait conduit toutes les démonstrations unitaires des années 1933-1939 dans la région aux côtés des autres leaders locaux de la gauche, en particulier la manifestation de l'ensemble des groupements antifascistes qui eut lieu à Valence, le 22 septembre 1933, pour la défense de Georges Dimitrov, et le grand rassemblement du 14 juillet 1935, qui lança le Front populaire dans la Drôme.

Il prit en même temps des responsabilités dans la Fédération nationale CGT des travailleurs de l'industrie du Bois, devenue en juin 1935 la Fédération CGT du Bâtiment et du Bois. Il en fut l'un des délégués régionaux, pour le Sud-Est, en 1930, puis le délégué à l'Union internationale des industries du Bois, en 1931. Il participa activement à ses congrès, devant lesquels il présenta des rapports à plusieurs reprises. Membre fin 1935 du Comité national mixte qui réalisa l'unité des Fédérations

---

<sup>1</sup> Source : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174830>, notice SAILLANT Louis, André [version nouvelle] par Éric Nadaud, version mise en ligne le 28 juillet 2015, dernière modification le 13 juillet 2017.

confédérée et unitaire du Bâtiment, il représenta en 1936 la Fédération unifiée au Conseil national économique, au titre des sections professionnelles (9<sup>e</sup> section, 2<sup>e</sup> sous-section).

Ces fonctions lui permirent de jouer de 1933 à 1935 un rôle croissant sur le plan confédéral, à travers sa participation en tant que délégué de la Drôme-Ardèche aux Comités confédéraux nationaux (CCN) et aux congrès nationaux, où il fut l'une des figures de la nouvelle génération de responsables qui soutenait la ligne incarnée par le secrétaire général Léon Jouhaux, avec la particularité, pour ce qui le concernait, de se situer plutôt sur le flanc gauche de ce dernier. Il défendit alors avec constance la cause de l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs, bien qu'il fût lui-même inscrit à la section SFIO de Valence, tout en prônant des actions communes avec ceux-ci, et en plaidant pour un syndicalisme de classe et une orientation « plus révolutionnaire » de la confédération, surtout après les événements de février 1934. Il prit aussi une part importante à la promotion par la CGT du planisme comme solution à la crise économique, entre autres en présentant le rapport sur l'aménagement du Rhône au congrès spécial des Unions départementales de la vallée du Rhône que la CGT réunit à Valence en décembre 1934, et en exposant les conclusions de la commission chargée d'étudier le Plan de rénovation et de réorganisation économique de la CGT devant le congrès confédéral de septembre 1935. Enfin, il joua un rôle notable dans le rapprochement entre la CGT et la CGTU. Après avoir présenté au CCN d'octobre 1934 une motion Drôme-Ardèche qui poussait dans ce sens, il fit partie de toutes les commissions constituées en 1935 par la confédération pour traiter de l'unité syndicale, ainsi que de la délégation constituée par le congrès national de septembre 1935 pour transmettre à la CGTU l'accord final de la CGT pour l'unité.

Une fois la CGT réunifiée, il continua d'y diriger l'UD Drôme-Ardèche. Il fut confirmé le 15 décembre 1935 à son secrétariat général par un congrès d'unification départemental unanime. Il déploya une telle activité lors des grèves de juin 1936 qu'une motion de la commission exécutive de l'UD le salua comme « l'âme du mouvement revendicatif ». En bons termes avec les ex-unitaires, il accepta au congrès de novembre 1936 la création d'un second poste de secrétaire général pour l'ancien responsable de l'UD CGTU, Charles Doucet, auquel il abandonna l'UD en 1937. Il revint au secrétariat général en novembre 1938, mais seulement à titre provisoire, du fait de la mort de ce dernier. De là sa participation le 26 novembre 1938 à la journée nationale de protestation contre les décrets-lois à Romans (Drôme), qui lui valut d'être blessé par un agent de police, puis condamné à deux mois de prison avec sursis et une amende, pour violences et rébellion. Son renoncement à l'UD en 1937 s'explique par le nouveau cours qu'il donna alors à sa vie. Il abandonna son métier d'origine et s'établit à Paris, non seulement pour fonder un nouveau foyer, mais aussi pour devenir secrétaire adjoint, puis secrétaire administratif appointé de la Fédération nationale des travailleurs du Bois. Il représenta celle-ci à partir de 1938 au comité administratif de l'Union internationale des travailleurs du Bâtiment et du Bois. En 1937 également, il entra au bureau du syndicat général des travailleurs du Bois de la région parisienne.

À la fin des années 1930, il prit rang parmi les grands acteurs du débat de tendances qui déchirait la CGT. Sur la question des rapports avec les partis politiques, que l'unification avait relancée, il s'imposa comme l'un des porte-parole de la

« tendance centriste » regroupée autour de Jouhaux, en défendant l'indépendance de la CGT contre les ex-unitaires liés au PCF, mais aussi l'unité syndicale contre la tendance anticomuniste Syndicats. Toutefois, sur la question de l'attitude face aux dictatures fascistes, que la crise de Munich rendit brûlante, il se prononça pour une « politique de fermeté » et contre les thèses pacifistes de Syndicats avec plus de netteté que Jouhaux, puisqu'au CCN des 10 et 11 octobre 1938, il s'associa un moment aux ex-unitaires pour présenter un texte hostile aux accords de Munich, contre un texte de synthèse appuyé par ce dernier. Au congrès confédéral qui se tint à Nantes du 14 au 17 novembre 1938, il soutint les résolutions largement majoritaires pour l'indépendance syndicale et sur la paix approuvées par les ex-unitaires et les « centristes », contre les motions inspirées par Syndicats. Ce congrès fut déterminant pour sa carrière, puisqu'il entra à la Commission administrative confédérale (CA) à son issue.

À la suite du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, il fit front avec les centristes contre les ex-unitaires. Il approuva la condamnation du pacte par la CA le 24 août 1939, et fut de ceux qui se prononcèrent à la réunion du 25 septembre pour l'approbation, quoique dans son cas « avec réserves », de la décision d'exclure ceux qui refusaient de le désavouer. Il appliqua la politique confédérale avec vigueur. Dans l'UD Drôme-Ardèche, il signa en septembre un ordre du jour dont le titre, « Le syndicalisme indépendant », traduisait bien le point de vue majoritaire. Surtout, il joua un grand rôle dans la reprise en mains de la Fédération du Bois, jusque-là sous contrôle ex-unitaire. En octobre 1939, il lança dans la presse de gauche un appel aux militants et aux syndicats du Bois, pour les mettre en garde contre « ceux qui continueront à se faire dans notre Fédération les défenseurs des procédés russes, à vouloir faire dépendre la position sociale de la Fédération de la politique du gouvernement soviétique », et pour les inviter à rejoindre un « Comité national de discipline confédéral et d'indépendance syndicale des industries du Bois » formé à l'initiative des dirigeants de la Fédération d'accord avec la CGT. Avec ce Comité, il opéra la reconstitution en novembre 1939 de la Fédération nationale des travailleurs des Industries du Bâtiment et du Bois, qui avait déjà regroupé en 1935 les deux industries. Tandis qu'Henri Cordier en prenait le secrétariat général, il en devint le secrétaire administratif. En même temps, il se fit élire secrétaire adjoint du Syndicat du Bois de la région parisienne. Il conserva ces deux fonctions durant toute la guerre.

Mobilisé à Lyon en 1939, il revint à Valence après l'armistice de juin 1940 pour entrer aussitôt en résistance. Le 24 août 1940, il prit part à la réunion de Sète, qui regroupa autour de Jouhaux les dirigeants confédérés décidés à maintenir un syndicalisme indépendant, et qui constitua une sorte de Bureau confédéral officieux, dont il fit partie, et qu'il reçut la mission de représenter en zone Nord. Les contacts qu'il noua à Paris avec des syndicalistes confédérés, mais aussi chrétiens, aboutirent à la rédaction le 15 novembre d'un « manifeste du syndicalisme français » qui affirma l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis du régime de Vichy, en réplique à la Charte du Travail et à la dissolution des confédérations syndicales. Il en fut l'un des douze signataires. Il fut aussi l'un des fondateurs, puis l'un des principaux animateurs, du « Comité d'études économiques et syndicales » (CEES), qui fit office de vitrine légale de la CGT. Il en publia la Lettre syndicale bimensuelle, dans laquelle il écrivit régulièrement pour exposer la « ligne Jouhaux », qui consistait à contester la politique syndicale de Vichy, tout en acceptant la présence syndicale dans les organismes prévus par le nouveau régime. Il joua aussi un rôle déterminant dans le rapprochement entre anciens confédérés et unitaires. Dès la fin 1940, il se livra à un

travail exploratoire. Il tenta de contacter Frachon, chef de file de l'ex-CGTU, discuta avec des émissaires supposés de ce dernier au siège de la Fédération du Bois, et permit à deux ex-unitaires de reprendre leurs fonctions d'avant-guerre au Conseil de la Fédération du Bois, ce qui l'aida à organiser une première réunion entre des représentants de ce courant et des dirigeants du CEES, le 17 mai 1941. Il put pousser plus avant à la faveur de l'entrée en guerre de l'URSS en juin 1941. Début 1942, il reçut de Jouhaux l'autorisation de pourparlers avec les ex-unitaires, un mandat que confirmèrent deux réunions autour de ce dernier, à Cahors, le 14 juillet puis le 22 septembre 1942. Les pourparlers débouchèrent le 17 avril 1943 sur l'accord dit « du Perreux », accord historique quoique verbal pour la réunification de la CGT, conclu au domicile de son beau-père, entre les représentants des ex-confédérés, lui-même et Robert Bothereau, et ceux des ex-unitaires. Il doubla cet activisme syndical d'une implication personnelle dans la Résistance clandestine. Il compta parmi les fondateurs et les principaux organisateurs du mouvement Libération-Nord, où il contribua à faire venir de nombreux syndicalistes.

Trait d'union entre les tendances syndicales, Saillant le fut aussi entre la CGT et la Résistance dans son ensemble. Il attacha son nom à celui du Conseil national de la Résistance (CNR). Il prit part à sa première réunion le 27 mai 1943, comme représentant de la CGT, devint l'un des cinq membres de son bureau permanent en septembre 1943, et fut élu à sa présidence, à l'unanimité, le 11 septembre 1944. À ce titre, il entra le 7 novembre suivant à l'Assemblée consultative provisoire, où il prit la présidence de la Commission de l'équipement national, de la production et des communications, et appartint à la Commission du Règlement, ainsi qu'à celle des Affaires étrangères. Il y présida également le groupe de la Résistance intérieure française. Il s'efforça ensuite de maintenir le rôle des organismes issus de la Résistance. Du 15 au 18 décembre 1944, il supervisa un grand rassemblement à Paris de tous les comités départementaux de libération (CDL), sous l'égide du CNR. Les 10-14 juillet 1945, il anima les États-généraux de la Renaissance française, vaste manifestation conçue pour relancer et élargir le CNR en renforçant son lien avec les CDL. Il renonça peu après à cette stratégie, que le retour à l'ordre républicain privait de sens, mais pas à la présidence du CNR, qui lui assurait la reconnaissance générale, ainsi que quelques fonctions secondaires, comme sa participation en 1947 à la Commission d'enquête parlementaire sur les événements ayant abouti au désastre de juin 1940.

Artisan de l'unité ouvrière en France, il le fut de même sur le plan international. Sur mandat de la CGT, il joua un rôle-clé dans les consultations d'après-guerre entre les syndicats français, britanniques et soviétiques pour la reconstitution d'une organisation syndicale internationale unifiée. Présent au congrès des syndicats britanniques en septembre 1944, il reconstitua avec eux en novembre le Comité syndical franco-britannique. Il s'entretint en janvier 1945 avec les Soviétiques en URSS, où il contribua à la création du Comité syndical franco-soviétique. Il représenta la CGT à la conférence mondiale des syndicats, à Londres, du 6 au 17 février 1945, où il fut nommé secrétaire du « Comité administratif des Treize » chargé de préparer le congrès constitutif et les statuts de la future Fédération syndicale mondiale (FSM). Il se rendit avec lui aux États-Unis, en avril-mai, pour des contacts avec les syndicats américains. La FSM fut constituée à Paris en octobre 1945. Il en présenta les statuts, et en fut élu secrétaire général à l'unanimité.



Il n'en continua pas moins de jouer un rôle important à la CGT jusqu'en 1948, d'autant que le siège de la FSM était alors à Paris. Confirmé dans son mandat au BC par le CCN de mars 1945, comme suppléant de Jouhaux encore captif, puis par le congrès d'avril 1946, il fut un acteur-clé dans la confrontation entre les ex-confédérés regroupés dans la tendance « Force ouvrière » (FO) et les ex-unitaires désormais majoritaires, qui devait mener à la scission de 1947. Contrairement à certaines attentes, il ne prit pas la tête des premiers. Il se signala dès 1945 par l'ambiguïté de ses positions dans les débats de tendance, en se rangeant tantôt de leur côté, tantôt de celui des ex-unitaires. Au CCN décisif des 12 et 13 novembre 1947, il ne se départit pas de cette attitude. Il rejoignit les autres ex-confédérés pour voter avec eux contre le programme d'action présenté par les ex-unitaires, et signer la « déclaration Jouhaux », mais il s'en sépara pour imposer avec les seconds la condamnation du plan Marshall. Cependant, il dut trancher à partir des grèves de la fin novembre. Il fut le seul membre non communiste du Comité national de grève constitué par Frachon en dehors des organes statutaires de la CGT, puis le seul signataire non-communiste du communiqué du 9 décembre 1947 par lequel le Comité appela à la reprise du travail. Le jour de la scission de FO, le 19 décembre, il fut le seul des six secrétaires ex-confédérés élus en 1946 qui ne remit pas sa démission. Ensuite, il traita ses anciens amis en ennemis. Il signa la résolution des membres non communistes de la CA dénonçant « l'aboutissement d'une action fractionnelle, politique et scissionniste », et ne cessa plus de jeter l'opprobre sur les « scissionnistes ». Son attitude provoqua son exclusion de la SFIO dès 1948, mais rendit un service inestimable aux dirigeants communistes de la CGT.

Son parcours se confondit ensuite largement avec celui de la FSM. Constamment réélu à son secrétariat général, il l'administra, en dirigea la revue, Le Mouvement syndical mondial, et la représenta dans de nombreuses conférences et manifestations sur tous les continents jusqu'en 1968. S'il démissionna du BC de la CGT en décembre 1948, ce fut selon la version officielle pour pouvoir se consacrer entièrement à cette tâche, mais surtout pour donner un gage de neutralité aux centrales syndicales non communistes encore présentes. Cependant la FSM se transforma avec la Guerre froide en un organisme soumis aux directives soviétiques, une évolution que ne fit que renforcer la scission qui l'affecta en 1949. Saillant, depuis Paris jusqu'en 1951, puis Vienne et enfin Prague, fut l'instrument de cet assujettissement. Il ne cessa de pousser à la confrontation avec l'État et le patronat dans les pays capitalistes, au combat pour la libération des peuples colonisés, et à la défense de la paix confondue avec la défense de l'URSS, et se rangea aux côtés des syndicats soviétiques dans tous les moments difficiles, contre le plan Marshall, pour le « coup de Prague » en 1948, contre la politique française en Indochine, pour l'interdiction en 1950 de la bombe atomique, contre Tito et les syndicats yougoslaves en 1950, contre le soulèvement de Budapest en 1956, et contre la dissidence chinoise dans les années 1960. Son orthodoxie lui attira au sein même de la FSM les critiques de moins en moins mesurées de certains contestataires, au premier rang desquels la CGIL italienne, et le plaça même en décalage par rapport à la CGT.

Il s'impliqua aussi dans de multiples autres groupements liés au Parti communiste (PCF). Membre du noyau fondateur des Combattants de la Liberté, puis des Combattants de la liberté et de la paix, au Conseil national desquels il appartint, et dont il signa les appels en 1948, il fut porté par le Congrès mondial qui se réunit à Paris en avril 1949 à la vice-présidence du Comité mondial des Partisans de la paix. Il resta par la suite une grande figure du Mouvement de la paix. Il appartint au bureau

de son Conseil mondial, dont il finit par être le président d'honneur, et jusqu'à sa mort à son Conseil national. Il siégea aussi dans les comités directeurs de plusieurs associations d'amitié entre la France et les pays de l'Est : France-URSS de 1945 jusqu'au début des années 1950, dont il fut l'un des vice-présidents, France-Tchécoslovaquie, de sa fondation en 1948 à 1952, France-Vietnam dès 1946, France-Yougoslavie et, après la rupture de Moscou avec Tito, le Comité de défense des démocrates emprisonnés et persécutés en Yougoslavie. Il entra aussi dans les organes centraux de multiples groupements de caractère plus national ouverts aux « compagnons de route » : le Comité de défense des libertés syndicales et démocratiques, le Comité national du souvenir des héros de Châteaubriant, dont il fut vice-président, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, et l'Institut Maurice Thorez.

Cet alignement ne rendit que plus spectaculaire son attitude dans la crise tchécoslovaque. Le 21 août 1968, il protesta contre l'entrée des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Il fit de même le 24 dans une lettre cosignée par le président de la FSM, Renato Bitossi, puis le 28, dans un communiqué où il exprima la « réprobation » du secrétariat de la FSM. Le lendemain, son hospitalisation à Prague pour une défaillance cardiaque fut annoncée. Dès lors, il n'assura plus l'intégralité de ses fonctions de secrétaire général. La FSM les lui retira officiellement lors du congrès qu'elle tint à Budapest en octobre 1969. C'était un désaveu, que son élection à la présidence d'honneur ne compensait pas. Mais le mois suivant, le congrès réuni par la CGT à Vitry lui permit de faire son retour au BC. Il y siégea jusqu'à sa mort, tout en représentant la confédération à l'OIT et à l'UNESCO. Pour les communistes, il restait une personnalité utile, surtout après la crise de 1968. Le PCF l'avait fait entrer au printemps 1969 dans le Comité national de soutien à la candidature de Jacques Duclos à la présidence de la République. Et la CGT pensait pouvoir afficher à travers lui à la fois la continuité de sa propre histoire et sa volonté d'ouverture.

Après sa mort suite à un infarctus, sa dépouille fut exposée le 30 octobre 1974 à la Bourse du travail de Paris, où Georges Séguy lui rendit un hommage solennel. Ses obsèques eurent lieu à Roman, en présence d'émissaires de la CGT, de la FSM, du Conseil mondial de la paix, du PCF et du CNR.

Chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme, et de la Médaille de la Résistance, il avait aussi été honoré en 1958 par le prix Lénine international.

## SOURCES COMPLEMENTAIRES ET INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- *Archives départementales de la Seine-Saint-Denis* :
  - 450 J : fonds de la Fédération syndicale mondiale (FSM)
  - 170 J : Mouvement de la paix.
  
- *Centre d'histoire sociale du XXe siècle* :
  - CNR : fonds CNR – Louis Saillant.
  
- *Institut CGT d'histoire sociale* :
  - 36 CFD 1 : fonds des Relations entre la Confédération Générale du Travail et la Confederazione Generale Italiana del Lavoro, Conférence de Milan
  - 273 CFD : fonds de Germaine Guillé, Hongrie
  - 2 C8 1-47 : fonds de la Fédération syndicale mondiale
  - 97 CFD : fonds du séquestre de 1940 (revenues de Moscou)
  - 99 CFD : fonds du séquestre de 1940 (revenues de Moscou). Relations de la CGT avec l'UD de la Drôme-Ardèche.

### **Bibliographie :**

*Sur le CNR après la Libération :*

Henri Nouguerès, *Histoire de la Résistance en France. V. Au grand soleil de la Libération 1er juin 1944-15 mai 1945*, Paris, Robert Laffont, 1981.

Claire Andrieu, « Le CNR et les logiques de l'insurrection résistante », in *Le Rétablissement de la légalité républicaine. Interventions actes du colloque* organisée par la Fondation Charles De Gaulle et la Fondation nationale de Sciences politiques, les 6-8 octobre 1994, Bruxelles, Editions Complexe, p. 299-375, 1996.

Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, PFNSP, 1993.

Philippe Buton et Jean-Marie Guillon, *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.

*Sur Louis Saillant :*

Annie Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission de 1944-1947*, Paris, Éd. sociales, 1983.

René Mouriaux, « La Fédération syndicale mondiale de 1945 à 1990 », in *Syndicalisme : dimensions internationales*, La Garenne-Colombes, Erasmé, 1990.

« Hommage à Louis Saillant », in *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, n° 51, septembre 1994.

Jean Bruhat et Marc Piolot, *Histoire de la CGT*, Paris, Éd. CGT, 1966.

Olivier Wieviorka, *Les orphelins de la république*, Paris, éd. du Seuil, 2001.

## LISTE DES SIGLES

**AJIS** : Association des journalistes de l'information sociale  
**ANACR** : Association nationale des anciens combattants de la Résistance  
**ARAC** : Association républicaine des anciens combattants  
**BN** : Bureau national  
**CA** : Commission administrative  
**CCN** : Comité confédéral national  
**CEES** : Comité d'études économiques et sociales  
**CFDT** : Confédération française démocratique du travail  
**CGT** : Confédération générale du travail  
**CIL** : Comité interprofessionnel du logement  
**CN** : Conseil national  
**CNR** : Conseil national de la Résistance  
**CPL** : Comité parisien de la Libération  
**CSC** : Comité syndical de coordination  
**DGB** : Deutscher Gewerkschaftsbund  
**ENS** : Ecole normale supérieure  
**FDGB** : Freie Deutsche Gewerkschaftsbund  
**FEN** : Fédération de l'Éducation nationale  
**FFI** : Forces françaises de l'intérieur  
**FIR** : Fédération internationale des résistants  
**FNDIRP** : Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes  
**FSM** : Fédération syndicale mondiale  
**FTPF** : Francs-tireurs et partisans français  
**LDH** : Ligue des droits de l'Homme  
**OIT** : Organisation internationale du travail  
**PCF** : Parti communiste français  
**SNETP** : Syndicat national enseignement technique et professionnel  
**UD** : Union départementale  
**UGICT** : Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens  
**UNIL** : Union nationale interprofessionnelle du logement

## SOMMAIRE

<b>ELEMENTS BIOGRAPHIQUES</b>	<b>424 CFD 1</b>
<b>SECONDE GUERRE MONDIALE ET OCCUPATION</b>	<b>424 CFD 2-17</b>
<b>La CGT</b>	<b>424 CFD 2-6</b>
Commission administrative (CA)	424 CFD 2
Comité confédéral national (CCN)	424 CFD 3
Fonctionnement de la CGT	424 CFD 4
Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois	424 CFD 5
Manifeste des douze	424 CFD 6
<b>Conseil National de la Résistance</b>	<b>424 CFD 7-8</b>
Conseil nationale de la résistance (CNR)	424
CFD 7	
Commission militaire du CNR	424 CFD 8
<b>Comité d'études économiques et syndicales</b>	<b>424 CFD 9-11</b>
Comité d'études économiques et syndicales	424 CFD 9
Comité d'études économiques et syndicales	424 CFD 10
Comité d'études économiques et syndicales : lettre syndicale bi-mensuelle	424 CFD 11
<b>Documentation vichyste</b>	<b>424 CFD 12-15</b>
Décrets parus au Journal officiel	424 CFD 12
Comité syndical de coordination : circulaires. N°3 (septembre 1940) à n°155 (décembre 1941), collection lacunaire	424 CFD 13
Comité syndical de coordination : circulaire intérieure d'information	424 CFD 14
René Belin	424 CFD 15
Texte sur l'OIT pendant la guerre	424 CFD 16
Brochures du PCF	424 CFD 17
<b>LIBERATION ET IMMEDIAT APRES-GUERRE</b>	<b>424 CFD 18-21</b>
Front National	424 CFD 18
Association Nationale des Anciens FFI-FTP et de leurs Amis	424 CFD 19
Publications sur la résistance	424 CFD 20
Presse	424 CFD 21
<b>HISTOIRE ET MEMOIRE DE LA RESISTANCE</b>	<b>424 CFD 22-47</b>

Amicale des déportés de Buchenwald et Bora	424 CFD 22
Stèle à la mémoire des syndicalistes victimes du nazisme à Rouen	424 CFD 23
ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance)	424 CFD 24
Musée de la Résistance	424 CFD 25
Fédération Internationale des Résistants	424 CFD 26
Comité du Souvenir des Martyrs de la Cascade du Bois-de-Boulogne	424 CFD 27
Témoignage de Louis Saillant sur les origines et la signification de la rencontre du 22 septembre 1942 à Cahors (Lot)	424 CFD 28
Hommage à Pierre Lebrun	424 CFD 29
Editions	424 CFD 30
Témoignage de Louis Saillant à propos du 28 <sup>e</sup> anniversaire de la Libération (7 août 1972)	424 CFD 31
Grâce présidentielle de Paul Touvier	424 CFD 32
Comité local de Libération du XI <sup>e</sup> arrondissement	424 CFD 33
Décès de Xavier Vallat	424 CFD 34
Union régionale (CGT) de la Construction, Amicale des anciens résistants du bâtiment, des travaux publics et du bois	424 CFD 35
Comité national de commémoration de la bataille de Stalingrad	424 CFD 36
Relations avec l'Amicale des magistrats résistants	424 CFD 37
Laure Moulin	424 CFD 38
FNDIRP (Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes) : correspondance	424 CFD 39
Comité national du mémorial Jean Moulin	424 CFD 40
Wirtschaft und gesellschaft im industriezeitalter	424 CFD 41
Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale	424 CFD 42
Colloque de l'Institut Maurice Thorez sur le programme du CNR	424 CFD 43
La Marseillaise	424 CFD 44
« Le mouvement syndical des enseignants pendant la deuxième Guerre mondiale », de Paul Delanoue	424 CFD 45
Commémoration de la Résistance	424 CFD 46
Publications	424 CFD 47

## **AUTRES ACTIVITES**

**424 CFD 48-64**

### **Activités pour la paix**

**424 CFD 48-50**

Mouvement de la Paix	424 CFD 48
Comité international et Cercle français pour la sécurité et la coopération européennes	424 CFD 49
Divers Paix	424 CFD 50

### **International**

**424 CFD 51-54**

Association France-URSS	424 CFD 51
FSM (Fédération syndicale mondiale)	424 CFD 52
Unesco	424 CFD 53
Rencontres et délégations internationales	424 CFD 54

<b>61</b>	<b>Unions départementales et organisations CGT</b>	<b>424 CFD 55-</b>
	UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens)	424 CFD 55
	Union des syndicats ouvriers Drôme-Ardèche	424 CFD 56
	XIVe congrès UD des Landes	424 CFD 57
	UD de l'Ardèche	424 CFD 58
	UD de la Drôme	424 CFD 59
	Fonds d'aide	424 CFD 60
	CGT Divers	424 CFD 61
<b>63</b>	<b>Autres organisations nationales</b>	<b>424 CFD 62-</b>
	UNIL-CIL	424 CFD 62
	CFDT	424 CFD 63
	Brochure	424 CFD 64
	<b>ARCHIVES PERSONNELLES</b>	<b>424 CFD 65-66</b>
	Correspondance	424 CFD 65
	François Perroux	424 CFD 66

# REPertoire NUMERIQUE



## ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

### 424 CFD 1 Eléments biographiques.

- Biographie, correspondance dont une déclaration de Louis Saillant rendant publique un extrait d'un courrier du Général de Gaulle qui celui-ci lui a adressé le 28 août 1954 pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de Paris, discours de Benoît Frachon pour les quinze années de Louis Saillant au secrétariat général de la FSM [1960], discours de Louis Saillant lors de sa promotion au grade de docteur Honoris causa de l'université de l'amitié des peuples « Patrice Lumumba » à Moscou, le 10 novembre 1967.

1954-1974

## SECONDE GUERRE MONDIALE ET OCCUPATION

### 424 CFD 2-6 : La CGT

#### 424 CFD 2 Commission administrative (CA).

- Déclaration datée du 25 septembre [1940] et résolution, correspondance.

1939-1940

#### 424 CFD 3 Comité confédéral national (CCN).

- CCN : décisions datées du 20 juillet 1940 sur les changements de statuts, liste des unions départementales avec noms et adresses [s.d].

1940

#### 424 CFD 4 Fonctionnement de la CGT.

- Circulaires confédérales, correspondance dont une lettre de Robert Bothereau au ministère du Travail, circulaires du bureau confédéral (1944).

1939-1940, 1944

#### 424 CFD 5 Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois.

- Résolution présentée par Louis Saillant au Comité fédéral de la fédération, 6-7 novembre 1943.

1943

#### 424 CFD 6 Manifeste des douze.

- Manifeste des douze du 15 novembre 1940 : note intitulée « *Le syndicalisme français ce qu'il demeure, ce qu'il doit devenir* ».

1940

### 424 CFD 7-8 : Conseil National de la Résistance

#### 424 CFD 7 Conseil nationale de la résistance (CNR) : documentation.

- Coupure de presse sur le fonctionnement de la Résistance en 1944, liste des participants, circulaire du CNR intitulée « *Pour préparer les Etats généraux de la renaissance française* » datée du 28 février 1945, programme du CNR, brochure « *Les jours heureux par le CNR* » (édition CGT-Paris, IHS CGT, Musée nationale de la Résistance, programme du CNR et rôle de la Commission militaire nationale et des

commissions militaires départementales, brochure intitulée « Assemblée nationale des Comités départementaux de la Libération des 15, 16, 17 décembre 1944 », brochure intitulée « Le programme du CNR au pouvoir, exposé présenté par Louis Saillant, président du CNR à la conférence nationale des CDL le 26 octobre 1945 à Paris, salle de l'horticulture », une brochure sur le rôle de la Commission militaire nationale et des commissions nationales départementales, brochure intitulée « Etats généraux de la renaissance française des 10-14 juillet 1945, proclamation et serment du Palais de Chaillot, résolutions adoptées en séance plénière ».

**1944-1945**

#### **424 CFD 8 Commission militaire du CNR : documentation.**

- Deux brochures éditées par la Commission militaire du CNR : « A une armée nationale. Il faut des cadres républicains. Les débats à l'Assemblée consultative provisoire du 20 juin 1945 sur l'épuration dans l'armée », « La France veut...une grande armée nationale et républicaine. Les débats de l'Assemblée consultative provisoire sur l'intégration et l'utilisation dans l'armée des cadres issus des FFI », Bulletins d'informations de la Commission militaire du CNR (n°2, 15 juin 1945 intitulé « La circulaire du 23 avril 1945 », n°3, 7 juillet 1945 intitulé « Numéro spécial consacré à la conférence nationale du 16 juin 1945, n°4, 4 août 1945 intitulé « Les Etats généraux de la renaissance française ».

**1945**

#### **424 CFD 9-11 : Comité d'études économiques et syndicales**

##### **424 CFD 9 Comité d'études économiques et syndicales : circulaires.**

- Contient notamment : déclaration du 1<sup>er</sup> mai 1941, numéro hors-série du 1<sup>er</sup> août 1941 intitulé « L'action économique et professionnelle de la CGT », résolution des fédérations nationales ouvrières (ex-CGT) sur les salaires (s.d.), déclaration du 1<sup>er</sup> mai [1942].

**1941-1942**

##### **424 CFD 10 Comité d'études économiques et syndicales : Etudes n°2 à 29.**

- Etude n°2, 2 janvier 1941 : « L'organisation professionnelle »  
- Etude n°3, 2 février 1941 : « Chômage et grands travaux »  
- Etude n°4, 22 février 1941 : « Augmentation des moyens d'existence des salariés en février 1941 »  
- Etude n°5, 25 mars 1941 : « Le contrôle des prix »  
- Etude n°6, 10 avril 1941 : « L'apprentissage et le placement des jeunes travailleurs »  
- Etude n°7, 19 mai 1941 : « Le prix de la vie et les salaires anormalement bas »  
- Etude n°8, 4 juin 1941 : « La collaboration patronale et ouvrière et la charte du travail »  
- Etude n°9, 10 septembre 1941 : « La future charte du travail »  
- Etude n°10, 11 novembre 1941 : « La charte du 4 octobre »  
- Etude n°11, 25 novembre 1941 : « Les comités d'organisation professionnelle et l'économie dirigée »  
- Etude n°12, 20 janvier 1942 : « Budget et ravitaillement des salariés en janvier 1942 »  
- Etude n°13, 17 mars 1942 : « Syndicats et comités sociaux d'entreprise »  
- Etude n°14, 5 mai 1942 : « Les salaires ouvriers et le problème du logement »  
- Etude n°15, juin 1942 : « Le syndicalisme devant la charte du travail »

- Etude n°16, 10 juillet 1942 : « Revalorisation des salaires et traitements considérée en juillet 1942 »
- Etude n°17, 31 août 1942 : « Le syndicalisme ouvrier et l'interpénétration des problèmes économiques et sociaux »
- Etude n°18, 15 septembre 1942 : « La porte des décrets du 28 août 1942 sur les syndicats, unions régionales et fédérations uniques »
- Etude n°19, 20 octobre 1942 : « Le syndicalisme ouvrier et les monopoles industriels »
- Etude n°20, 15 novembre 1942 : « L'action économique du syndicalisme ouvrier dans l'entre-deux-guerres »
- Etude n°21, 10 décembre 1942 : « La création des cantines-coopératives professionnelles ou inter-professionnelles »
- Etude n°22, 20 janvier 1943 : « Assainissement, stabilisation et valorisation du salaire »
- Etude n°23, 20 février 1943 : « Les comités sociaux locaux, régionaux et nationaux et la structure syndicale »
- Etude n°24, mars-avril 1943 : « L'aspect économique de la valorisation du salaire »
- Etude n°25, juin 1943 : « L'inspection médicale du travail »
- Etude n°26, juillet 1943 : « Salaires minima et budget-type »
- Etude n°27, août 1943 : « Perspectives d'organisation économique »
- Etude n°28, septembre 1943 : « La question des transports maritimes dans la réorganisation économique d'après-guerre »
- Etude n°29, octobre 1943 : « La portée de l'arrêté sur les salaires dans la transformation des métaux »

**1941-1943**

**424 CFD 11 Comité d'études économiques et syndicales : lettre syndicale bi-mensuelle.**

- Lettre n°1, 1<sup>er</sup> décembre 1942
- Lettre n°2, 15 décembre 1942
- Lettre n°3, 1<sup>er</sup> janvier 1943
- Lettre n°4, 15 janvier 1943
- Lettre n°5, 1<sup>er</sup> février 1943
- Lettre n°6, 15 février 1943
- Lettre n°7, 1<sup>er</sup> mars 1943
- Lettre n°8, 15 février 1943
- Lettre n°9, 1<sup>er</sup> avril 1943
- Lettre n°10, 15 avril 1943
- Lettre n°11, 1<sup>er</sup> mai 1943
- Lettre n°12, 15 mai 1943
- Lettre n°13, 1<sup>er</sup> juin 1943
- Lettre n°14, 15 juin 1943
- Lettre n°15, 1<sup>er</sup> juillet 1943
- Lettre n°16, 15 juillet 1943
- Lettre n°17, 1<sup>er</sup> août 1943
- Lettre n°18, 15 août 1943
- Lettre n°19, 1<sup>er</sup> septembre 1943
- Lettre n°20, 15 septembre 1943
- Lettre n°21, 1<sup>er</sup> octobre 1943
- Lettre n°22, 15 octobre 1943
- Lettre n°23, 1<sup>er</sup> novembre 1943
- Lettre n°24, 15 novembre 1943
- Lettre n°25, 1<sup>er</sup> décembre 1943

- Lettre n°26, 15 décembre 1943
- Lettre n°27, 1<sup>er</sup> janvier 1944
- Lettre n°28, 15 janvier 1944
- Lettre n°29, manquante
- Lettre n°30, 15 février-1<sup>er</sup> mars 1944
- Lettre n°31, 15 mars 1944
- Lettre n°32, manquante
- Lettre n°33, 15 avril 1944

1942-1944

#### 424 CFD 12-15 : Documentation vichyste

##### 424 CFD 12 Décrets parus au Journal officiel.

- Décrets d'octobre à décembre 1939.

1939

##### 424 CFD 13 Comité syndical de coordination : circulaires. N°3 (septembre 1940) à n°155 (décembre 1941), collection lacunaire.

- Circulaire n°3, 6 septembre 1940
- Circulaire n°3, 7 septembre 1940 : « Aide aux sans travail »
- Circulaire n°4, 9 septembre 1940 : « Conventions collectives, congés payés, durée du travail »
- Circulaire n°5, 18 septembre 1940 : « réglementation sur les étrangers fonctionnaires et agents des services publics et concédés »
- Circulaire n°6, 19 septembre 1940 : « Allocations militaires, indemnités de disponibilité, assistance aux réfugiés »
- Circulaire n°11, 19 octobre 1940 : « Cantine, service social »
- Circulaire n°12, 22 octobre 1940 : « Durée du travail dans les établissements publics hospitaliers »
- Circulaire n°14, 5 novembre 1940 : « Le nouveau régime du placement et l'assistance aux chômeurs »
- Circulaire n°15, 7 novembre 1940 : « Associations syndicales de fonctionnaires »
- Circulaire n°16, 10 novembre 1940 : « Réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre »
- Circulaire n°18, 12 novembre 1940 : « Dissolutions des confédérations syndicales »
- Circulaire n°19, 14 novembre 1940 : « Interdiction des cumuls d'emploi »
- Circulaire n°20, 18 novembre 1940 : « La réglementation du travail féminin dans les administrations publiques et les services concédés »
- Circulaire n°21, 20 novembre 1940 : « Travail féminin dans les entreprises privées »
- Circulaire n°22, 23 novembre 1940 : « Régime provisoire à dater du 18 novembre de l'assistance aux travailleurs sans emploi »
- Circulaire n° ?, s.d. : « Mesures destinées à favoriser l'embauchage des chefs de famille »
- Circulaire n°27, 19 décembre 1940
- Circulaire du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur Peyrouton et du ministre secrétaire d'Etat à la Production industrielle et au travail René Belin aux préfets et aux Inspecteurs Divisionnaires du Travail et de la Main d'œuvre, 23 décembre 1940
- Circulaire n°28, 23 décembre 1940 : « Cotisations 1941 »
- Circulaire n°29, 24 décembre 1940
- Circulaire n°30, 26 décembre 1940 : « Prestations de laits dans certaines professions »

- Circulaire n°31, 28 décembre 1940 : « Aide aux sans travail »
- Circulaire n°32, 5 janvier 1941 : « *Priorité de réembauchage pour les licenciés et les « maintenus à disposition » ; assimilation aux licenciés des démobilisés non réintégrés et des maintenus à disposition* »
- Circulaire n°33, 10 janvier 1941 : « Aide aux sans travail »
- Circulaire n°34, 14 janvier 1941 : « Réforme des assurances sociales »
- Circulaire n°35, 18 janvier 1941 : « Les droits des évacués sur ordre et des bénéficiaires des congés payés »
- Circulaire n°36, 20 janvier 1941 : « Augmentation des prestations minima d'assurances sociales ; mesures en faveur des démobilisés »
- Circulaire n°37, 24 janvier 1941 : « Conseil national »
- Circulaire n°38, 28 janvier 1941 : « Bourses du travail »
- Circulaire n°39, 31 janvier 1941 : « Fonctionnement des organisations syndicales ouvrières »
- Circulaire n°40, 5 février 1941 : « Salaires »
- Circulaire n°41, 7 février 1941 : « Fédérations et UD zone libre »
- Circulaire n°44, 15 mars 1941 : « La retraite des vieux travailleurs »
- Circulaire n°45, 21 mars 1941 : « Nouvelles précisions sur les indemnités de chômage partiel »
- Circulaire n°46, 24 mars 1941 : Mesures prises en faveur des assurés sociaux particulièrement éprouvés »
- Circulaire n°47, 26 mars 1941 : « Pouvoirs donnés aux inspecteurs du travail pour la répression du travail au noir »
- Circulaire n°48, 28 mars 1941 : « Relèvements des salaires anormalement bas »
- Circulaire n°49, 31 mars 1941 : « Statut du travail »
- Circulaire n°50, 2 avril 1941 : « Le nouveau régime de la durée du travail »
- Circulaire n°51, 9 avril 1941 : « Extension de la législation sociale à certaines catégories de travailleurs »
- Circulaire n°52, 15 avril 1941 : « Les récentes mesures destinées à venir en aide à la famille »
- Circulaire n°53, 16 avril 1941 : « Les modalités d'application de la retraite des vieux travailleurs »
- Circulaire n°54, 16 avril 1941 : « Premier mai 1941 »
- Circulaire n°55, 20 avril 1941 : « Cumul des secours de chômage et des indemnités de préavis et de licenciement »
- Circulaire n°56, 23 avril 1941 : « Maintien des salaires du personnel d'un établissement fermé pour hausse illicite »
- Circulaire n°57, 25 avril 1941 : « Pour le séjour à la mer, à la campagne ou à la montagne des enfants d'assurés sociaux »
- Circulaire n°58, 15 mai 1941 : « Le régime des congés payés pour 1941 »
- Circulaire n°59, 20 mai 1941 : « Application de la loi du 27 décembre 1940 aux voyageurs de commerce »
- Circulaire n°60, 28 mai 1941 : « Relèvement des salaires anormalement bas »
- Circulaire n°61, 31 mai 1941 : « Les travailleurs de l'Etat et des services publics et le droit d'association »
- Circulaire n°62, 3 juin 1941 : « Aide aux sans travail, quelques cas particuliers »
- Circulaire n°63, 14 juin 1941 : « Relèvement des salaires des travailleurs non-fonctionnaires »
- Circulaire n°65, 18 juin 1941 : « La priorité d'embauchage des chefs de famille nombreuse »
- Circulaire n°66, 20 juin 1941 : « Les licenciements dans les banques »

- Circulaire n°69, 24 juin 1941 : « Relèvement des indemnités allouées aux fonctionnaires et assimilés »
- Circulaire n°70, 25 juin 1941 : « Allocation d'allaitement bons de lait aux femmes d'assurés sociaux »
- Circulaire n°71, 26 juin 1941 : « Congés payés en 1941 dans les Administrations publiques ; congés conventionnel excédant la durée légale »
- Circulaire n°72, 27 juin 1941 : « institution d'un livre de paye »
- Circulaire n°73, 28 juin 1941 : « Précisions sur la loi du 23 mai 1941 relevant des salaires »
- Circulaire n°76, 12 juillet 1941 : « Recrutement de main d'œuvre, exécution d'un programme de fourniture de charbon de bois pour gazogènes »
- Circulaire n°77, 14 juillet 1941 : « Cumul des allocations militaires et des indemnités de chômage »
- Circulaire n°78, 15 juillet 1941, « Maintien des salaires du personnel d'une publication périodique suspendue à titre de sanction »
- Circulaire n°79, 16 juillet 1941 : « Remboursement par l'Etat dans certains cas des indemnités d'évacuation sur ordre »
- Circulaire n°80, 17 juillet 1941 : « La situation des employés dans les magasins de chaussures, vêtements et autres produits textiles »
- Circulaire n°81, 18 juillet 1941 : « Les chômeurs partiels et l'allocation de salaire unique »
- Circulaire n°82, 19 juillet 1941 : « Réparation des accidents de travail résultant de faits de guerre »
- Circulaire n°83, 21 juillet 1941 : « Nouvelles précisions sur la loi du 23 mai 1941 relevant les salaires »
- Circulaire n°84, 26 juillet 1941 : « Le nouveau régime de salaires applicable dans l'aéronautique »
- Circulaire n°85, 29 juillet 1941 : « Le nouveau régime d'embauchage applicable aux démobilisés »
- Circulaire n°86, 31 juillet 1941 : « Répression des infractions à la législation du travail »
- Circulaire n°88, 7 août 1941 : « Relèvement des salaires dans l'artisanat »
- Circulaire n°89, 9 août 1941 : « Les congés payés dans les banques »
- Circulaire n°90, 10 août 1941 : « Application de la loi du 23 mai 1941 à certaines catégories de travailleurs »
- Circulaire n°91, 11 août 1941 : « Maintien de l'allocation supplémentaire prévue pour les enfants de chômeurs envoyés en colonie de vacances »
- Circulaire n°92, 12 août 1941 : « Jardins ouvriers »
- Circulaire n°93, 14 août 1941 : « Congé spécial aux femmes de prisonniers lors de la libération »
- Circulaire n°94, 16 août 1941 : « Création des comités de sécurité d'entreprises »
- Circulaire n°95, 17 août 1941 : « Dispositions complémentaires sur l'allocation de salaire unique »
- Circulaire n°96, 18 août 1941 : « Coordination du régime général des assurances sociales et des régimes spéciaux d'assurances »
- Circulaire n°97, 22 août 1941 : « Précisions sur le relèvement des salaires anormalement bas »
- Circulaire n°98, 24 août 1941 : « La répression des infractions à la législation du travail »
- Circulaire n°99, 26 août 1941 : « Mesures exceptionnelles en faveur des femmes de prisonniers de guerre »

- Circulaire n°100, 28 août 1941 : « Le non licenciement des vieux salariés de plus de 60 ans et de moins de 65 ans »
- Circulaire n°101, 29 août 1941 : « Renforcement des sanctions applicables en cas de violation des lois et règlements »
- Circulaire n°102, 30 août 1941 : « Dérogation par arrêté ministériel à la nullité de certaines clauses des conventions collectives »
- Circulaire n°103, 31 août 1941 : « Précisions sur le fonctionnement des comités de sécurité »
- Circulaire n°104, 1<sup>er</sup> septembre 1941 : « Fonctionnement des syndicats des agents des collectivités publiques »
- Circulaire n°105, 4 septembre 1941 : « Statut des travailleurs à domicile »
- Circulaire n°106, 6 septembre 1941 : « Relèvement des salaires des compagnons d'artisans »
- Circulaire n°107, 10 septembre 1941 : « Les retraites des ouvriers mineurs »
- Circulaire n°108, 15 septembre 1941 : « Travailleurs de force »
- Circulaire n°109, 20 septembre 1941 : « Répartition de la durée du travail sur moins de six jours »
- Circulaire n°110, 26 septembre 1941 : « Précisions sur la situation du personnel des magasins de vente au détail, de chaussures et de vêtements »
- Circulaire n°111, 30 septembre 1941 : « Le régime des licenciements dans les banques populaires »
- Circulaire n°112, 3 octobre 1941 : « Admission aux allocations de chômage comme chefs de famille des enfants âgés »
- Circulaire n°113, 6 octobre 1941 : « Conditions à remplir par les métayers et les membres de la famille de l'exploitant agricole, non immatriculés aux A.S., pour bénéficier de la retraite des vieux travailleurs »
- Circulaire n°114, 6 octobre 1941 : « Statut du travail »
- Circulaire n°114 bis, 7 octobre 1941 : « Recueil des causeries de René Guerdan »
- Circulaire n°115, 10 octobre 1941 : « Prestations dues aux enfants d'un ménage d'assurés sociaux »
- Circulaire n°116, 14 octobre 1941 : « Les lignes générales de la charte du travail »
- Circulaire n°117, 18 octobre 1941 : « Les vieux travailleurs et les congés payés »
- Circulaire n°118, 26 octobre 1941 : « Charte du travail, précisions sur le fonctionnement des syndicats »
- Circulaire n°119, 27 octobre 1941 : « Charte du travail, les associations professionnelles à caractère mixte »
- Circulaire n°120, 27 octobre 1941 : « Charte du travail, comités sociaux »
- Circulaire n°121, 28 octobre 1941 : « Charte du travail, comités sociaux d'entreprise »
- Circulaire n°122, 29 octobre 1941 : « Charte du travail, comités sociaux interprofessionnels »
- Circulaire n°123, 30 octobre 1941 : « Extension des conventions collectives et des sentences arbitraires »
- Circulaire n°124, 31 octobre 1941 : « Précisions sur la retraite des vieux travailleurs »
- Circulaire n°125, 1<sup>er</sup> novembre 1941 : « Droit d'association des fonctionnaires de l'Etat »
- Circulaire n°126, 3 novembre 1941 : « Congés payés des travailleurs à domicile »
- Circulaire n°127, 4 novembre 1941 : « Droit d'association des fonctionnaires des collectivités locales et des agents et ouvriers des administrations publiques »
- Circulaire n°128, 5 novembre 1941 : « Création de comités de sécurité dans les établissements de moins de cent ouvriers »

- Circulaire n°129, 6 novembre 1941 : « Allocations familiales aux dockers en chômage partiel »
- Circulaire n°130, 7 novembre 1941 : « Prorogation de la loi du 2 juillet relative à la situation du personnel des entreprises de vente au détail de chaussures, vêtements et articles textiles »
- Circulaire n°131, 10 novembre 1941 : « Facilités accordées aux anciens salariés pour bénéficier de la retraite des vieux travailleurs »
- Circulaire n°132, 11 novembre 1941 : « Placement et reclassement des prisonniers de guerre libérés »
- Circulaire n°133, 12 novembre 1941 : « Facilités accordées aux vieux travailleurs qui vont s'installer à la campagne »
- Circulaire n°134, 15 novembre 1941 : « Priorité d'embauchage des femmes seules ayant deux enfants à charge »
- Circulaire n°135, 16 novembre 1941 : « Extension à la banlieue industrielle des villes de plus de 50 000 habitants des avantages accordés aux vieux travailleurs s'établissant dans les communes rurales »
- Circulaire n°136, 17 novembre 1941 : « Révision des salaires des compagnons d'artisans »
- Circulaire n°137, 18 novembre 1941 : « Retraite des vieux : précisions sur le point de départ de certains délais »
- Circulaire n°138, 20 novembre 1941 : « Relèvement des salaires des employés de banque »
- Circulaire n°139, 27 novembre 1941 : « Délégués du personnel aux comités de sécurité »
- Circulaire n°140, 28 novembre 1941 : « Jardins ouvriers : familiaux – industriels – ruraux »
- Circulaire n°141, 29 novembre 1941 : « Les nouveaux avantages accordés aux fonctionnaires et agents de l'Etat »
- Circulaire n°142, 29 novembre 1941 : « Composition du conseil supérieur de la charte »
- Circulaire n°143, 30 novembre 1941 : « Hygiène et sécurité des travailleurs »
- Circulaire n°144, 1<sup>er</sup> décembre 1941 : « Dérogation au repos hebdomadaire et à l'interdiction de travail de nuit des enfants et des femmes »
- Circulaire n°145, 2 décembre 1941 : « Désignation des délégués du personnel aux comités de sécurité »
- Circulaire n°146, 3 décembre 1941 : « Réorganisation de l'inspection du travail »
- Circulaire n°147, 4 décembre 1941 : « Modification à la législation prud'homale »
- Circulaire n°148, 5 décembre 1941 : « Extension de la retraite des vieux travailleurs à de nouveaux bénéficiaires »
- Circulaire n°149, 6 décembre 1941 : « Création d'un institut national d'action sanitaire des assurances sociales »
- Circulaire n°150, 6 décembre 1941 : « Création d'un corps de médecins inspecteurs pour la protection de la santé des travailleurs »
- Circulaire n°151, 10 décembre 1941 : « Extension de l'allocation de salaire unique aux ménages sans enfant »
- Circulaire n°152, 14 décembre 1941 : « Majoration du taux de certains salaires départementaux – Nouveau mode de fixation du Salaire Départemental Moyen »
- Circulaire n°153, 16 décembre 1941 : « Relèvement des salaires des employés de l'industrie hôtelière payés au pourboire »
- Circulaire n°154, 20 décembre 1941 : « Dotation des comités sociaux »



- Circulaire n°155, 23 décembre 1941 : « Mesures provisoires à prendre en attendant l'application de la charte du travail »

1940-1941

**424 CFD 14 Comité syndical de coordination : circulaire intérieure d'information.**

- n°1 (novembre 1943) à n°11 (juillet 1944)

1943-1944

**424 CFD 15 René Belin**

- note non-signée en soutien aux actions de René Belin au gouvernement  
s.d

**424 CFD 16 Texte sur l'OIT pendant la guerre**

s.d.

**424 CFD 17 Brochures du PCF.**

- « Gabriel Péri vous parle », mars 1942

- « Des français en qui la France peut avoir confiance », février 1944

- « L'armée républicaine. La plus efficace, la plus économique. Interventions et propositions communistes sur les budgets de la Défense nationale », extraits du Journal Officiel des 4 et 5 avril 1946.

1942-1946

**LIBERATION ET IMMEDIAT APRES-GUERRE**

**424 CFD 18 Front National.**

- Brochure « Pour le 3<sup>e</sup> anniversaire du Front National nous serons un million », 1944

- 3eme Conseil national du Front National, 13 et 14 avril 1946

- Brochure « Pour la France. Charbon ! Réparations ! Sécurité ! Justice ! », 1947

1944-1943

**424 CFD 19 Association Nationale des Anciens FFI-FTP et de leurs Amis : brochures.**

- Charles Fournier-Bocquet, « Unir la Résistance française contre le réarmement allemand, pour la paix et l'indépendance nationale », 14 décembre 1950

- Charles Fournier-Bocquet, « L'Union de la Résistance, élément capital de l'union des patriotes pour le salut de la Nation et de la Paix », 12 juillet 1951

1950-1951

**424 CFD 20 Publications sur la Résistance.**

- article d'André Tollet, secrétaire de la CGT dans Servir, n°5, intitulé « Historique de l'insurrection parisienne » (s.d)

- publication du ministère de l'Information intitulée « Notes documentaires et études » (1945-1946) dont n° 61 « La célébration de la Victoire par l'Assemblée Consultative » (19 mai 1945), n°69 « Le deuxième anniversaire de la création du CNR » (2 juin 1945) et n°225 « Esquisse d'une histoire de la Résistance française » (30 janvier 1946)

- publication intitulée « Bilans hebdomadaires » du vendredi 9 juillet 1948 « Que sont devenus les membres du Conseil national de la Résistance ? »

- Ouvrage de Claude Roy et du Comité Parisien de la Libération, *Paris, Les heures glorieuses*, août 1944. *Le C.P.L. prépare et dirige l'insurrection*, novembre 1945

**1945-1948**

**424 CFD 21 Presse.**

- *Daily Express*, 20 octobre 1944
- *News Chronicle*, 20 octobre 1944
- *Daily Mirror*, 20 octobre 1944
- *Pour la victoire, journal français d'Amérique*, 28 avril 1945
- *Chicago Times*, 20 avril 1945
- *The CIO News*, 16 avril 1945
- Correspondance, dont une lettre de Lina Spiegel-Abrams à Louis Saillant, 23 avril 1945, accompagnée d'un article du *New York Time* du 21 avril 1945
- *France Amérique*, 15 avril 1945
- *The CIO News*, 16 avril 1945
- *Le Figaro*, 6-7 mai 1950
- *Daily Mail*, 20 octobre 1944
- *The Daily Telegraph*, 20 octobre 1944

**1944-1945**

**HISTOIRE ET MEMOIRE DE LA RESISTANCE**

**424 CFD 22 Amicale des déportés de Buchenwald et Bora.**

- Note de l'Amicale des déportés-résistants et patriotes des camps de déportation de Buchenwald-- Dora aux militants syndicaux, 24 août 1954
- *Buchenwald Dora*, n°1, août 1954
- *Buchenwald Dora*, n° special, août 1954
- « Il s'agit de la France », tract des rescapés et des familles des morts d'Auschwitz, de Buchenwald, de Ravensbruck aux députés, aux sénateurs, aux résistants et aux français
- Lettre de Richard Ledoux à Henri Raynaud, 29 juillet 1954

**1954**

**424 CFD 23 Stèle à la mémoire des syndicalistes victimes du nazisme à Rouen : inauguration.**

- Discours de Louis Saillant prononcé à Rouen le 28 août 1970
- Extrait du journal *Paris Normandie*, 29 et 30 août 1970
- Lettres et circulaire de l'UD des syndicats CGT de Seine-Maritime, 1970

**1970**

**424 CFD 24 ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance).**

- Correspondance avec Jean Freire, Charles Fournier-Bocquet, Marie Grenet, Robert Vollet (1971-1973)
- *Le Journal de la Résistance* publication de l'ANACR (3 numéros : juin, juillet-août et novembre 1970).

**1970-1973**

**424 CFD 25 Musée de la Résistance.**

- Principalement de la correspondance entre Louis Saillant, André Tollet (vice-président de l'Association pour la création d'un musée de la Résistance) et Georges Séguy (1971-1974).
- Appel pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la France (1974)
- « Notre Musée », Bulletin de l'Association pour la création d'un musée de la Résistance, n°38, janvier-février 1970
- « Notre Musée », Bulletin de l'Association pour la création d'un musée de la Résistance, n°45, février 1972

**1970-1974**

**424 CFD 26 Fédération Internationale des Résistants.**

- Correspondance avec Jean Toujas, secrétaire générale de la FIR, août 1971

**1971**

**424 CFD 27 Comité du Souvenir des Martyrs de la Cascade du Bois-de-Boulogne.**

- Correspondance avec G. Arjalies, secrétaire du Comité, juillet 1971
- Projet d'appel du Comité

**1971**

**424 CFD 28 Rencontre du 22 septembre 1942 à Cahors (Lot) : témoignage de Louis Saillant sur ses origines et sa signification.**

**15 octobre 1971**

**424 CFD 29 Hommage à Pierre Lebrun.**

- Correspondance avec François Perroux, Professeur au Collège de France, 8 octobre 1971
- Correspondance avec Madame Pierre Le Brun, 23 octobre 1972-5 janvier 1972

**1971-1972**

**424 CFD 30 Editions.**

- Correspondance avec les maisons d'éditions Hier et Demain, du Livre Club Diderot et L'Herne.

**1971-1973**

**424 CFD 31 28<sup>e</sup> anniversaire de la Libération (7 août 1972) : témoignage de Louis Saillant.**

**1972**

**424 CFD 32 Grâce présidentielle de Paul Touvier.**

- Déclaration de Louis Saillant pour le Bureau confédéral de la CGT (juin 1972).

**1972**

**424 CFD 33 Comité local de Libération du XI<sup>e</sup> arrondissement. 1972**

- Correspondance avec Francis Bonneric, président du Comité, au sujet de la constitution d'un Comité de la plaque de Marcel Rajman, février 1972

**1972**

**424 CFD 34 Décès de Xavier Vallat.**

- Correspondance avec René Frappat, secrétaire de l'UD CGT d'Ardèche, janvier 1972
- Article de presse

1972

**424 CFD 35 Union régionale (CGT) de la Construction, Amicale des anciens résistants du bâtiment, des travaux publics et du bois.**

- Correspondance avec Jean Briquet, secrétaire général de l'UCR-CGT, juillet 1972
- Tract de l'UCR-CGT et de l'Amicale des anciens résistants du bâtiment, des travaux publics et du bois, juin 1972

1972

**424 CFD 36 Comité national de commémoration de la bataille de Stalingrad.**

- Correspondance avec Raymond Marquié, du Comité, 31 mars-4 décembre 1972

1972

**424 CFD 37 Relations avec l'Amicale des magistrats résistants.**

- Communication de Louis Saillant sur la CGT dans la Résistance, août 1973
- Correspondance avec Maurice Rolland, président de l'Amicale des magistrats résistants, Albert Gazier, Christian Pineau, Georges Séguy, (29 juin 1972-3 août 1973)

1972-1973

**424 CFD 38 Laure Moulin : correspondance.**

1972-1973

**424 CFD 39 FNDIRP (Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes) : correspondance.**

1972

**424 CFD 40 Comité national du mémorial Jean Moulin.**

- Correspondance avec Bernard Bermond (président du comité d'érection du mémorial Jean-Moulin) et Claude Bourdet, au sujet de la cérémonie pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la création du CNR, à laquelle refusent de se rendre Louis Saillant et Claude Bourdet (mars-juin 1973).

1973

**424 CFD 41 Wirtschaft und gesellschaft im industriezeitalter.**

- Correspondance avec Karl Erich Born, au sujet de l'encyclopédie « Economie et Société à l'âge industriel », 28 juin-1<sup>er</sup> août 1973

1973

**424 CFD 42 Comité d'Histoire de la IIe Guerre Mondiale.**

- Correspondance avec Henri Michel, président du comité, 6 mars-17 septembre 1974

1974

**424 CFD 43 Colloque de l'Institut Maurice Thorez sur le programme du CNR.**

- Correspondance et invitation (janvier 1974).

1974

**424 CFD 44 La Marseillaise.**

- Correspondance avec Georges Righetti, directeur de la Marseillaise, 29 juillet-9 août 1974

1974

**424 CFD 45 « Le mouvement syndical des enseignants pendant la deuxième Guerre mondiale », de Paul Delanoue.**

sd.

**424 CFD 46 Courriers divers, au sujet de la commémoration de la Résistance.**

- Extrait de journal, sur l'Allemagne, 15 mai 1970
  - Correspondance avec Jacqueline Denis, du Syndicat des employés de la Caisse régionale d'Assurance maladie, au sujet de la participation de Louis Saillant à un débat sur « La CGT dans la Résistance », 7 juillet-12 octobre 1970
  - Correspondance avec le maire de Saint-Denis, au sujet de la cérémonie organisée pour Auguste Gillot, 7 mai 1971
  - Correspondance avec Alexandre Adler, de l'ENS, 13 mai 1971
  - Correspondance avec Deniau, au sujet du décès de Roger, 17 mai 1971
  - Correspondance avec François Denoël, directeur des publications de l'Institut de Science économique appliquée, 19 juillet 1971
  - Correspondance avec Virgile Barel, député des Alpes-Maritimes, au sujet de Barbie, 18 octobre 1971
  - Correspondance avec Michel Casenave, de la Fédération du Bois, 16 novembre 1971
  - Correspondance avec Louis Weinstock, 31 janvier 1972
  - Correspondance avec Juliette Semard, au sujet de la cérémonie en hommage à Pierre Semard, 17 février 1972
  - Correspondance avec Marie Kornilukowa, du Conseil Central des Syndicats polonais, 5 avril 1972
  - Correspondance avec Denis Bord, de l'UD CGT 92, 7 avril 1972
  - Correspondance avec Henri Beaumont, de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, 2 mai 1972
  - Correspondance avec Albert De Smael, au sujet de l'édition des réflexions sur un voyage d'étude en Roumanie, 4 mai 1972
  - Correspondance avec Claude Chauveau, militant CGT et de l'ARAC, qui demande une photo dédicacée de Louis Saillant, 24 juin 1972
  - Correspondance avec Marie Grenet, au sujet du CNR, 21 juillet 1972
  - Correspondance avec Alain Guérin, au sujet d'un ouvrage sur la Résistance, 8 août 1972
- Attestation de Louis Saillant, qui certifie avoir connu et assisté Venanzio Martin, réfugié antifasciste italien, 9 octobre 1972
- Correspondance avec Marie Grenet, 25 octobre 1972
  - Article du *Figaro*, « Yvon Morand est mort », 9 novembre 1972
  - Correspondance avec Auguste Gillot, maire honoraire de Saint-Denis, 30 mai 1973
  - Correspondance avec Paul Delanoue, 4 juillet 1973
  - Lettre de Jean Bourhis (CFDT), 11 novembre 1972

**1970-1973**

**424 CFD 47 Publications.**

- « *Ferdinand Guiraud, 1897-1968* », UD CGT de la Haute-Vienne, sd.
- « *Châteaubriant* », Amicale de Châteaubriant-Voves, sd.
- « *Après-demain* », journal mensuel de documentation politique fondé par la LDH, n°125-126, juin-septembre 1970
- « *Boulogne-Billancourt Avenir* », n°13, novembre 1970

## AUTRES ACTIVITES

### 424 CFD 48-50 : Activités pour la paix

#### 424 CFD 48 Mouvement de la Paix.

- Correspondance avec G. Destanne de Bernis, du Mouvement de la Paix de l'Isère, 9 octobre-13 octobre 1970
- Correspondance avec André Souquière, du Conseil National du Mouvement de la Paix, notamment au sujet du soutien aux peuples d'Indochine, 12 janvier-18 mars 1971
- Convocation du Bureau national du 27 février
- Correspondance avec André Souquière, au sujet de l'Assemblée du Conseil Mondial de la Paix, qui se tient à Budapest du 13 au 16 mai, 18-19 mars 1971
- Convocation du Bureau national du 27 mars
- Compte-rendu de la réunion du Bureau national du 27 mars
- Convocation des membres du BN pour une réception d'un membre du Front patriotique Lao, 26 avril 1971
- Convocation du Bureau national du 28 avril, 21 avril 1971
- Déclaration du Mouvement de la Paix après l'accord sur Berlin
- Convocation du Bureau national du 15 septembre et réponse de Louis Saillant, 9 septembre 1971
- Lettre de Louis Saillant à André Souquière excusant son absence au BN du 20 novembre, 16 novembre 1971
- Convocation du Bureau national du 15 janvier 1972
- Déclaration du Secrétariat du Mouvement de la Paix après les entretiens de Moscou, 31 mai 1972
- Convocation du Bureau national du 10 juin 1972
- Convocation du Bureau national du 1<sup>er</sup> juillet 1972
- Convocation du Bureau national du 31 mars 1973
- Lettre d'André Souquière, pour le BN, invitant au Congrès national des 22-24 mars et appelant à la solidarité financière, 17 janvier 1974
- Lettre de Roger Billé aux membres de la commission « désarmement », 22 janvier 1974
- Carte d'adhérent, 1974
- Lettre d'André Souquière à Louis Saillant, invitant au Congrès le Cercle français pour la sécurité et la coopération européennes, 22 janvier 1974
- « *Pour un large débat sur les problèmes de la paix* », contribution du Conseil national, 25 novembre 1973
- Lettre de remerciement de Louis Saillant à Michel Cazenave, secrétaire général de la Fédération du bois, suite à l'élection de Saillant comme président d'honneur du Mouvement de la Paix, 4 mars 1974
- Déclaration de la « commission nationale du Mouvement de la Paix sur les problèmes européens » à propos de la nouvelle déclaration atlantique, 24 juin 1974
- Lettre de Michel Langignon au Conseil national et responsables départementaux et convocation au CN des 28-29 septembre, 10 juillet 1974
- Convocation du Bureau national du 6 septembre 1974

- Convocation de la commission nationale sur les problèmes européens et réponse du secrétariat de Louis Saillant annonçant l'absence de ce dernier, 28 août-5 septembre 1974
- Convocation au CN des 28-29 septembre
- Convocation du Bureau national du 18 septembre 1974
- Appel de la commission nationale sur les problèmes européens, sollicitation de la signature de Louis Saillant, 16 septembre-14 octobre 1974
- Carnet de souscription du Comité national du Mouvement de la Paix pour l'indépendance et le développement, « des hommes meurent de faim en Afrique ! », sd.

**1970-1974**

**424 CFD 49 Comité international et Cercle français pour la sécurité et la coopération européennes.**

- Correspondance avec Limagne (journal *La Croix*), Jean Terive (PC Belge), Albert De Smaele, Monseigneur Lalande (secrétaire général de Pax Christi), Maurice Lambilliotte, Louis Joxe (député), le pasteur Gaillard, Bernard de Plas, René Salane (CFDT), François Perroux (Institut de Science économique appliquée), François Mitterand, Georges Corse (député-maire de Boulogne-Billancourt), Bousquet (député), Pierre Godefroy (député de la Manche), James Marangé (secrétaire générale de la FEN), Dimitre Bratanov (président du Comité national pour la Sécurité et la coopération européennes), Jean Bourhis (CFDT), Philippe Devillers, Yakov Lomko (rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou), Roland Lenoir (Ecnahogs franco-allemands), Emilienne Brunfaut, Pontillon, Louis Terrenoire, le Consul soviétique, les maires d'Amiens, Arras, Le Havre, Lorient, Nîmes, Oradour-sur-Glane, Clovis Lascombe (président de la Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles du Lot-et-Garonne), Jacques Denis, Raymond Guyot, Bernard Montagné, Maurice Schumann (ministre des Affaires étrangères), Jean Laffitte, le Bureau Confédéral, Marcel Paul (FNDIRP), G.A. Astre, Jacques Chatagner, Yves Cholière, Georges Hourdin (*La Vie catholique*), André Fontaine (*Le Monde*), Philippe Tesson (*Combat*), Robert Charvin, Christian Pineau. 8 janvier 1971-29 juin 1973
- Jean Laffitte, « Information sur le secrétariat de Bruxelles », 27 juin 1972
- Communiqué de presse, sd.
- Protocole, 28 septembre 1972
- Convocation réunion du 14 novembre 1972
- PV de l'échange des opinions entre les représentants de la Commission économique du Comité Soviétique pour la sécurité européenne, Monsieur De Smaele (Belgique) et Monsieur De Plas (France), novembre 1972
- Communiqué de presse, 15 novembre 1972

**1971-1973**

**424 CFD 50 Divers Paix.**

- Bureau international de la paix, Notice to all non-gouvernemental organisations, février 1970
- Bureau international de la paix, Chemical and bacteriological (biological) weapons, background to the resolution adopted by the special NGO committee on disarmament, 19 février 1970
- Union pacifiste de France, Proposition de loi pour le désarmement unilatéral de la France, 20 décembre 1970
- Correspondance avec Henri Laugier, Romesh Chandra (secrétaire général du Conseil mondial de la paix), Edith Verok (collaboratrice au Conseil central du Parti

socialiste ouvrier hongrois), Sandor Gaspar (Conseil central des syndicats hongrois), le pasteur Gaillard. 22 décembre 1970-19 février 1971

- Protocol of Geneva of 1925 for the prohibition of the use in war of asphyxiating poisonous or other gases, and of bacteriological methods of warfare, 17 juin 1925

- Special committee of non governmental organisations on disarmament, 19 février 1970

- Correspondance avec André Souquière, Maurice Barth, 22 mars 1971-28 novembre 1972

- Comité français de patronage à la conférence internationale pour la justice et la paix au Moyen-Orient, 18 novembre 1972

- Correspondance avec René Rognon, 18 mai 1972

- Préparation de la conférence de Bologne pour la paix et la justice au Proche-Orient, 2 mai 1972

**1970-1972**

#### **424 CFD 51- 54 : International**

##### **424 CFD 51 Association France-URSS.**

- Correspondance avec André Pierrard (directeur de France-URSS magazine, membre de la présidence de l'association France-URSS), 7 novembre-3 décembre 1969

- Préparation de la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Stalingrad : correspondance avec Raymond Marquié, Raymond Schmittlein, Gilbert Julis, Marcel Paul, René Duhamel. 14 mars-4 décembre 1972

- Correspondance et invitation, à l'occasion de la venue en France de deux délégations soviétiques pour la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de Paris, 23 août 1974

- Correspondance avec Guy Desson et Marc Veron, invitation au colloque « 50 années de relations franco-soviétiques, bilan et perspectives », 1-10 octobre 1974

**1969-1974**

##### **424 CFD 52 FSM (Fédération syndicale mondiale).**

- Correspondance avec Luciano Lama (secrétaire général de la Confederazione Generale Italiana del Lavoro), Janos Lancos (Conseil central des syndicats hongrois, Revue syndicale hongroise), Hélène Dazy, Lilo Schefer, François Perroux (directeur du Laboratoire du Collège de France, Institut de science économique appliquée), Alfred Bordier, Roland Lenoir (échanges franco-allemands), T.F. McWhinnie, Pierre Gensous (secrétaire général de la FSM), René Duhamel (secrétaire de la CGI), Georges Seguy, H. Junge (Freier Deutscher Gewerkschaftsso), J. Emile Kohn, Achraf Pahlavi (président d'honneur du Comité consultatif international de liaison pour l'alphabétisation à Téhéran), Jean Thomas (président de la commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture), Jacqueline Katlama (secrétariat de la Commission nationale de la République française pour l'Unesco). 18 décembre 1970-11 décembre 1973

- Certificat de Louis Saillant, attestant que Fernand Leriche a été directeur des publications de la FSM et rédacteur en chef de la revue « Le Mouvement syndical mondial », 7 octobre 1974

- Document en allemand, 17 mai 1971

- « La coopération scientifique et technique de la RDA avec les pays en voie de développement », mars 1973



- Jozef Winiewicz, « Sécurité d'abord », janvier 1970

**1970-1974**

**424 CFD 53 Unesco.**

- Correspondance avec Chlebowska (Unesco, section de l'égalité, de l'accès des femmes à l'éducation), Emilienne Brunfault, Maurice Gastaud (représentation permanente de la FSM auprès de l'Unesco), J.C. Cairns (directeur du département de l'éducation extrascolaire), René Maheu (directeur général de l'Unesco), les membres du bureau confédéral, Yves Brunsvick (secrétaire général de la commission française pour l'Unesco), les membres de la commission syndicale de l'Unesco, A.M. M'Bow (sous-directeur général pour l'éducation à l'Unesco), A. Deléon (directeur du département de l'éducation extrascolaire), Lespage (département de l'éducation, division des programmes et de la recherche pédagogique à l'Unesco), Le Harivel (chef du service des relations avec les organisations internationales), Robert Meis (secrétaire général de la CGT du Luxembourg), P.H. Bertelsen (chef de la division de l'éducation des adultes, département de l'éducation extrascolaire), Caplana (Commission de la République française pour l'Unesco), Georges Seguy, René Buhl, le Directeur du Conservatoire national des arts et métiers, Richard Marga, Paul Castel (FEN-CGT), René Duhamel, Hostalier (SNETP-CGT), A. Lorenzetto (directeur de la division de l'alphabétisation), notamment sur l'organisation d'un séminaire syndical féminin d'Europe occidentale ou de la 3<sup>e</sup> conférence mondiale sur l'éducation des adultes. 23 novembre-12 mars 1973

**1970-1973**

**424 CFD 54 Rencontres et délégations internationales.**

- Note au bureau confédéral sur une délégation à Londres effectuée par Gilbert Julis, Solidarité Espagne et Afrique du sud, février 1971 ;  
- Compte-rendu sur une délégation de la CGT en Hongrie, avril 1971 ;  
- Note sur la conférence des jeunes du DGB à Dortmund (RFA), les 17-18-19 novembre 1971

**1971**

**424 CFD 55-61 : Unions départementales (UD) et organisations CGT**

**424 CFD 55 UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens).**

- Brochure « Comment intégrer les cadres à la finalité de l'entreprise ? Une note confidentielle du patronat », sd.  
- III<sup>e</sup> congrès de l'UGIC/UGICT, 21 et 22 juin 1969, document sur les techniciens  
- Formation des techniciens, proposition de la CGT, octobre 1969  
- Les techniciens, document intérieur à la CGT, octobre 1969

**1969**

**424 CFD 56 Union des syndicats ouvriers Drôme-Ardèche.**

- Cahier avec coupures de presse de février 1934 sur les manifestations et les grèves à Valence et dans la Drôme et l'Ardèche.  
- Photographies de manifestations (originaux à la photothèque)  
- Région fédérale du bâtiment et matériaux de construction pour l'industrie des chaux et ciments de la vallée du Rhône, Contrat collectif de travail, 1936

**1934-1936**

#### **424 CFD 57 XIVE congrès UD des Landes.**

- Courrier de Guy Garde, secrétaire général de l'UD, à Louis Saillant, 4 juin 1970
- Document d'orientation générale, supplément au périodique « Les Informations syndicales » n°70, mai 1970
- Rapport de la commission exécutive, supplément au périodique « Les Informations syndicales » n°70, mai 1970

**1970**

#### **424 CFD 58 UD de l'Ardèche.**

- Correspondance avec René Frappat, secrétaire général de l'UD de l'Ardèche, notamment sur le congrès de l'UD, 26 octobre-17 novembre 1971

**1971**

#### **424 CFD 59 UD de la Drôme.**

- Correspondance avec R. Pierre, qui demande une photographie d'André Saillant, père de Louis Saillant, 5-11 mai 1973
- Correspondance avec Eugène Revel, secrétaire général de l'UD de la Drôme, au sujet du Comité de la Maison du Peuple, 16-21 janvier 1974
- Lettre de Louis Saillant à Eugène Revel pour associer l'UD de la Drôme à l'honneur reçu du Conseil central des syndicats soviétiques, 4 mars 1974

**1973-1974**

#### **424 CFD 60 Fonds d'aide.**

- Compte-rendu de la réunion de la Commission du fonds d'aide pour les Unions départementales : UD du Cher et de la Seine-et-Marne, Union régionale de la Région Parisienne, 12 mars 1971

**1971**

#### **424 CFD 61 CGT Divers.**

- Extraits du *Peuple* sur la médecine du travail, n°730, 1-15 juillet 1965
- Notes manuscrites sur le 37<sup>e</sup> congrès de la CGT, 1969
- A propos de l'article du *Monde* du 7 janvier 1970 sur « la CGT et les grands accords professionnels », 8 janvier 1970
- Correspondance de H.A. Dunning et J.H. Lasserre-Bigorry, du Bureau international du travail, avec Georges Seguy, 18 février et 25 mars 1970
- Commission juridique confédérale, 29 mars 1966
- Brochure et conférence de presse du Comité régional de coordination Aquitaine, Programme d'action régional, 12 mai 1970
- Bulletin d'adhésion à la Fédération des travailleurs de la métallurgie
- Résolution du CCN sur les cotisations et « la campagne nationale pour donner à la CGT et à ses organisations les moyens de leur action »
- Lettre d'A. Gausse à J. Schaefer, 27 mai 1970
- « Who's who in France », correction à la notice de Jean Schaefer
- Appel du CCN, 5 juin 1970
- Communiqué pour la rentrée 1970, août 1970
- Lettre de Edith Sobrero, sd.
- Correspondance avec T.F. McWhinnie (WFTU Publications Ltd), Brian Mac Call (Action pour le développement mondial contre la faim), 26 janvier-16 mars 1971
- Convocation Bureau Confédéral du 31 mars 1971
- Lettre de René Lomet à Saillant, sur les positions de la CGT sur les activités physiques et sportives, 25 avril 1971

- Lettre de R. Le Guen, secrétaire général de l'UGICT, à Louis Saillant, 12 mai 1971
- Lettre d'André Berteloot, secrétaire de la CGT, aux secrétaires confédéraux, pour préparer les prévisions pour le budget confédéral 1972, 22 octobre 1971
- Lettres manuscrites à Louis Saillant, 22 octobre et 10 novembre 1971
- Correspondance avec André Tanty (fédération du Bâtiment), Le Masson (Syndicat général des ouvriers des travaux publics), 16 novembre 1971
- Notes manuscrites, 19 novembre 1971
- Convocation à l'AG ordinaire de la Société Générale du Travail, 10 avril 1972
- Lettre à Henri Beaumont (fédération des travailleurs de la métallurgie), 2 mai 1972
- Courrier de Hector Viron, député du Nord et secrétaire du Groupe communiste et apparenté, au service juridique de la CGT, au sujet d'une question orale, 9 juin 1972
- Correspondance avec T.F. McWhinnie, Gerardin (Directeur de recherches), A. Joly (Union syndicale CGT de la Région parisienne), R. Pierre, Joanne Roy (*Le Monde*), Eugène Revel (secrétaire général de l'UD de la Drôme), Michel Cazenave (secrétaire général de la Fédération du bois), Georges Seguy. 9 juin 1972-4 mars 1974
- Deux photographies du XIXe congrès de la Fédération nationale des travailleurs du bois et de la transformation des matières plastiques, Le Havre, 22-24 novembre 1973
- Rapport sur « La protection de la fonction prud'homale salariée », sd.
- Rapport sur « La CGT et les activités physiques et sportives », sd.

**1965-1974**

#### **424 CFD 62-63 : Autres organisations nationales**

##### **424 CFD 62 UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement) – CIL (Fédération des organismes collecteurs de la contribution patronale du 1%).**

- Compte-rendu du Congrès de l'UNIL du 24-27 octobre 1973 par le représentant de la CGT, Guy De Bernardi, janvier 1974
- Lettre de Louis Saillant à Jacqueline Dhervilly-Lambert, 14 janvier 1974
- Note aux membres du Bureau confédéral de la CGT sur l'UNIL et les CIL, 9 janvier 1974
- Brochure d'Yves Salaun (président de l'Office central interprofessionnel du logement), *Réflexions sur l'habitation dans la région de Paris en 1975*, sd.

**1973-1974**

##### **424 CFD 63 CFDT.**

- Synthèse des notes des secrétaires d'UD CGT sur les UD CFDT de leurs départements, janvier 1970
- Correspondance CGT-CFDT sur la fiscalité et l'unité d'action, 20-22 septembre 1972
- Courrier de la CFDT concernant l'action commune contre le racisme, 11 mars 1974
- Courrier de Georges Seguy aux journalistes de l'AJIS, 13 mars 1974

**1971-1974**

##### **424 CFD 64 Brochure.**

*La Grande Révolution socialiste d'octobre a quarante ans*, Rapport présenté par le camarade N. Khrouchtchev à la session commémorative du Soviet Suprême de l'URSS, le 6 novembre 1957

**1957**

## ARCHIVES PERSONNELLES

### 424 CFD 65 Divers.

- Correspondance avec Annette Pecsí (Institut d'études et recherches syndicales à Budapest), Sandor Gaspar (Conseil central des syndicats hongrois), Georges Cogniot (président de l'Institut Maurice Thorez), Edith Verok (collaboratrice au Conseil central du Parti socialiste ouvrier hongrois), Gaston Plissonnier (secrétaire du CC du PCF), Veikko Porkkala (secrétaire de l'UITBB), Chelepine (président du Conseil central des syndicats soviétiques), H. Warnke (président de la FDGB), Rudolph Pytlíck (trésorier de la FSM), Docteur Pipka, Lucie et Raymond Aubrac, Djeun Tchang Tcheul (président du Comité central de la Fédération générale des syndicats de Corée), Lilo Schefer, Giuseppe Casadei, M. Hamelet (*Le Figaro*), Pierre Gensous (secrétaire général de la FSM), M. Berthelot (maire de Saint-Denis), Deniau, Victor Joannès (Institut Maurice Thorez), Hélène Dazy, G. Kanaev (Conseil central des syndicats soviétiques), Jacques Poupon, Roland Thibault (Centre de diffusion du livre et de la presse), Giuseppe Boglietti, Lucien Seve (directeur des Editions sociales), Josiane Générumont, Max Kolb, Albert de Smaele, Marcel Paul (président de la FNDIRP), Jean Briquet, Louise Sturm, Auguste Gillot, Louis Weinstock, Gui Desson (président délégué de l'association France-URSS), Hubert Joly (secrétaire général du Conseil international de la langue française). 4 janvier 1971-3 octobre 1974

Allocution en hommage à Suzanne Lévy, avocate, 1970 ou 1971

- Article d'Alain Duhamel, « Une nouvelle façon d'écrire l'histoire du Parti communiste », extrait du *Monde* du 11-12 juin 1972

**1971-1974**

### 424 CFD 66 François Perroux.

- Correspondance avec François Perroux, Professeur au collège de France, directeur du Laboratoire d'analyse des faits économiques et sociaux et directeur de l'Institut de science économique appliquée, et François Denoël (directeur des publications de de l'ISEA), 10 novembre 1970-16 mars 1973

- François Perroux, enquête internationale sur « Participation, slogan ou réalité ? » : note n°1 (raisons et thèmes de l'enquête), note n°2 (organisation de l'enquête), document n°1 (la participation : révolution ou mystification ?), document n°2 (points de vue et propositions pour mythe ou réalités), bibliographie n°2 et 3, 1971

**1970-1973**